

E46A1
E88
2002/03
1
QL
P. gouv.

Emploi et Solidarité sociale

Cahier explicatif du budget de dépenses

2002-2003

**Direction du budget et des opérations financières
Direction générale des services à la gestion**

2002-04-09



ASSEMBLEE NATIONALE
RECU

2 AVR 18 17:29

Emploi et Solidarité sociale

Cahier explicatif du budget de dépenses

2002-2003

**Direction du budget et des opérations financières
Direction générale des services à la gestion**

2002-04-09

E46A1

E88

2002/03

1

QL

P. goov.

Lecture

sun place

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
CAHIER EXPLICATIF DU BUDGET DE DÉPENSES 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
PROFIL DU MINISTÈRE	2
Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3
La mission	3
L'offre de service	3
Les clientèles	4
Les partenaires.....	4
La capacité organisationnelle du Ministère.....	4
Les enjeux	5
Les orientations, les axes d'intervention et les objectifs	7
STRUCTURE DU MINISTÈRE	9
Ventilation des effectifs temps complet du MESS pour 2002-2003	10
Le Ministère et sa structure	11
Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi.....	11
Programme 02 - Mesures d'aide financière	11
Programme 03 - Soutien à la gestion	12
L'organisation administrative supérieure du MESS	13
Les agences, l'unité autonome de services et les directions générales.....	13
Les directions régionales.....	13
Les centres locaux d'emploi	13
Le personnel.....	14
Tableau comparatif de l'effectif autorisé du MESS	15
LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE	16
Répartition du budget de dépenses par grand secteur pour 2002-2003	17
Explications de l'écart entre le budget original de dépenses 2001-2002 et le budget de dépenses comparatif 2001-2002.....	17
Synthèse des variations budgétaires entre 2002-2003 et 2001-2002	17
Portrait consolidé du budget de dépenses du MESS et des dépenses prévues aux fonds spéciaux pour 2002-2003	18
Comparaison du budget de dépenses prévu par programme pour 2002-2003 et du budget de dépenses comparatif 2001-2002.....	19
 <u>Programme 01 – Mesures d'aide à l'emploi</u>	 20
- Objectif du programme	20
- Évolution des coûts par élément.....	20
 <u>Élément 01 – Emploi-Québec</u>	 20
- Objectif.....	20
- Aspect légal	20
- Mission et fonctions	20
- Évolution du budget de dépenses d'Emploi-Québec	21
- Gestion – Évolution des coûts et de l'effectif.....	21
- Explication des variations budgétaires	22
- Intervention – Évolution des coûts	22
- Explication des variations budgétaires	22
- Liste des mesures et des objectifs par axe de la politique active du marché du travail	23
 <u>Élément 02 – Politiques d'emploi</u>	 26
- Objectif.....	26
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	27
- Explication des variations budgétaires	27

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
<u>Élément 03 – Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi</u>	27
- Objectif.....	27
- Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation (FAIE).....	27
- Subventions aux autochtones	27
- Évolution des coûts	27
- Explication des variations budgétaires	27
 <u>Programme 02 - Mesures d'aide financière</u>	 28
- Objectif du programme	28
- Évolution des coûts par élément.....	28
- Énoncé budgétaire du 19 mars 2002	29
- Évolution des ménages à la sécurité du revenu	29
 <u>Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu</u>	 30
- Objectif.....	30
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	30
- Explication des variations budgétaires	30
 <u>Élément 02 - Politiques de sécurité du revenu</u>	 30
- Objectif.....	30
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	30
- Explication des variations budgétaires	31
 <u>Élément 03 – Assistance-emploi</u>	 31
- Objectif.....	31
- Aspect légal.....	31
- Évolution des coûts, du nombre de ménages et du coût moyen mensuel.....	31
- Explication des variations budgétaires	31
 <u>Élément 04 – Gestion du dénuement</u>	 32
- Objectif.....	32
- Aspect légal.....	32
- Gestion du dénuement - Évolution des paramètres financiers.....	33
- Explication des variations budgétaires	33
 <u>Élément 05 – Aide aux parents pour leurs revenus de travail</u>	 33
- Objectif.....	33
- Aspect légal	33
- APPORT - Évolution des paramètres financiers	34
- Explication des variations budgétaires	34
 <u>Élément 06 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris</u>	 34
- Objectif.....	34
- Aspect légal	34
- Évolution des coûts par activité.....	35
- Explication des variations budgétaires	35
 <u>Élément 07 – Allocations de maternité</u>	 35
- Objectif.....	35
- Aspect légal	35
- Évolution des coûts et du nombre de prestataires.....	35
- Explication des variations budgétaires	35
 <u>Élément 08– Action emploi</u>	 36
- Objectif.....	36
- Aspect légal	36
- Évolution des coûts	36
- Explication de la variation budgétaire.....	36

TABLE DES MATIÈRES

Page

<u>Élément 9– Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi.....</u>	36
- Objectif.....	36
- Aspect légal.....	36
- Évolution des coûts.....	37
- Explication de la variation.....	37
 <u>Programme 03 – Soutien à la gestion</u>	 38
- Objectif du programme	38
- Évolution des coûts par élément.....	38
 <u>Élément 01 – Direction</u>	 38
- Objectif.....	38
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	38
- Explication des variations budgétaires	39
 <u>Élément 02 - Services à la gestion</u>	 39
- Objectif.....	39
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	39
- Explication des variations budgétaires	39
 <u>Élément 03 - Centre de recouvrement.....</u>	 40
- Objectif.....	40
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	40
- Explication des variations budgétaires	40
 <u>Élément 04 – Planification et services aux citoyens</u>	 40
- Objectif.....	40
- Évolution des coûts et de l'effectif.....	41
- Explication des variations budgétaires	41

INTRODUCTION

L'étude du budget de dépenses en commission parlementaire permet l'examen des orientations, des politiques, des programmes, des mesures et des activités d'un ministère. Le cahier explicatif du budget de dépenses est un outil qui aide plus particulièrement à comprendre la composition budgétaire et organisationnelle qui sous-tend les programmes et activités ainsi que leur évolution par rapport à l'année précédente.

Ce document présente le profil du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ses ressources financières et il explique l'évolution du budget de dépenses 2001-2002 à 2002-2003 pour chaque programme et élément de programme qui s'y rattache.

Au chapitre des ressources financières, la composition du budget de dépenses comparatif 2001-2002 est précisée par rapport au budget de dépenses original 2001-2002. Suivent une synthèse des variations budgétaires entre 2002-2003 et 2001-2002, la comparaison du budget de dépenses par élément de programme en fonction du budget de dépenses comparatif. Enfin, chaque programme est présenté en expliquant pour chacun : son principal objectif, l'aspect légal, l'évolution des coûts, la clientèle et le coût moyen mensuel, s'il y a lieu, et les explications des variations du budget de dépenses.

Explications des termes apparaissant dans ce document :

- Budget de dépenses comparatif 2001-2002 :

Le budget de dépenses comparatif 2001-2002 tient compte des changements de structure, des variations d'effectifs au cours de 2001-2002, de certains ajustements de dépenses (transferts entre ministère), des virements budgétaires entre programmes et éléments de programmes et du budget supplémentaire pour financer les besoins additionnels du programme d'assistance-emploi.

- Crédits 2002-2003

Les crédits portent sur le budget de dépenses et les investissements dont le déboursement grève les sommes versées au Fonds consolidé du revenu mais excluent l'amortissement relié aux investissements en immobilisations.

- Budget de dépenses 2002-2003

Le budget de dépenses regroupe les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Créances douteuses et autres provisions ».

- Budget d'investissements

Le budget d'investissements comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances ». Les investissements en immobilisations sont capitalisés et seul l'amortissement est inscrit à la dépense de l'année dans la supercatégorie « Fonctionnement » du budget de dépenses.

Note

Les données présentées en regard des dépenses probables 2001-2002 sont différentes de celles apparaissant dans les renseignements supplémentaires reliés au budget de dépenses 2002-2003, compte tenu du fait qu'elles sont plus récentes.

Dans le seul but d'alléger la présentation et la lecture de ce document, la forme masculine a été utilisée. Elle désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes.

PROFIL DU MINISTÈRE

PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE

Emploi et Solidarité sociale

MISSION ET FONCTIONS

1 LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a été créé par décret gouvernemental le 8 mars 2001 à même les composantes de l'ancien ministère de la Solidarité sociale créé le 15 décembre 1998 et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, lequel avait été mis en place en juin 1997. Le Ministère, par l'intermédiaire d'Emploi-Québec, assure la gestion des services publics d'emploi et, par la Sécurité du revenu, administre l'aide financière de dernier recours.

1.1 La mission

La mission du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale découle d'une priorité de lutte contre l'exclusion sociale et le chômage.

En matière de solidarité sociale, la mission vise à la préserver et à la développer, d'une part en attribuant une aide financière aux ménages dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins et d'autre part, en aidant les personnes à résoudre les problématiques qui constituent un frein à leur insertion sociale et économique. Elle vise également à soutenir financièrement les organismes communautaires dans l'action qu'ils mènent auprès de la population québécoise. La ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance est en outre responsable de la gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

En matière d'emploi, cette mission consiste à promouvoir l'emploi et le développement de la main-d'œuvre disponible et à contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. Elle doit en outre assurer un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de main-d'œuvre et contribuer à la réduction du chômage, de l'exclusion sociale et professionnelle, de même qu'à la diminution des pertes d'emplois et de l'instabilité de l'emploi. En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) exerce un rôle conseil, participe à la gestion d'Emploi-Québec et détient un pouvoir d'initiative. En lien avec ce que prévoit la Loi sur l'administration publique, la CPMT est directement associée à trois de ses éléments : la convention de performance et d'imputabilité qu'elle signe avec le ministre, le plan d'action d'Emploi-Québec qu'elle prépare avec ce dernier et le rapport de gestion d'Emploi-Québec qu'elle adopte. De plus, les enjeux stratégiques en matière d'emploi sont définis chaque année avec la ministre déléguée à l'Emploi dans un agenda commun et les orientations ainsi définies sont intégrées au plan stratégique du Ministère. La CPMT est en outre responsable de l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

1.2 L'offre de service

En tenant compte de la mission, des responsabilités, des clientèles et des partenaires du Ministère, ses activités administratives se regroupent en quatre grands domaines, à savoir :

- les services d'emploi;
- le soutien du revenu et des personnes à risque d'exclusion;
- le développement de politiques, d'orientations et de mesures d'intervention;
- la conformité et le recouvrement.

L'aide et les services offerts à la population par le Ministère peuvent être regroupés de la façon suivante.

Les services de base

- L'aide financière pour les personnes démunies et les familles à faible revenu.
- Les services d'information sur le marché du travail, qui contribuent à réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.
- Les services de placement.
- Les services liés au développement de la formation et à la qualification professionnelle de la main-d'œuvre.

Les services spécialisés

- Les services aux personnes et aux entreprises qui font face à des difficultés particulières (accompagnement social, préparation pour l'emploi, insertion et maintien en emploi, stabilisation et création d'emplois).

Les autres leviers d'intervention

- Les services d'intervention sectorielle.
- La gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.
- L'administration du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

1.3 Les clientèles

Le Ministère consacre des efforts importants au soutien du revenu des personnes démunies, avec ou sans contrainte à l'emploi, et à leur insertion sociale et professionnelle, de même qu'au maintien du revenu des familles à faible revenu. Il offre également des services aux personnes en emploi ou sans emploi, aux entreprises québécoises, ainsi qu'aux collectivités locales.

1.4 Les partenaires

Les relations partenariales du Ministère se manifestent d'abord par l'intermédiaire d'instances nationales, régionales, locales et sectorielles qui collaborent à la réalisation d'objectifs communs et à la recherche de solutions mutuellement avantageuses dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi. Le partenariat s'exerce au sein d'instances telles que la Commission des partenaires du marché du travail et les conseils régionaux des partenaires du marché du travail qui sont étroitement associés à la gestion d'Emploi-Québec quant à l'élaboration des politiques d'emploi et de main-d'œuvre, à la définition de stratégies et d'objectifs, au choix des priorités, à la détermination des critères de répartition des ressources ainsi qu'au suivi du Plan d'action, au suivi budgétaire et à l'évaluation des résultats.

Le Ministère coordonne aussi son action avec celle d'un ensemble de ministères et d'organismes à vocation sociale et économique et offre des services en association avec les diverses composantes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, les organismes locaux, régionaux et sectoriels ainsi que les ressources communautaires travaillant dans les domaines de l'emploi et de la main-d'œuvre, de la lutte contre la pauvreté et du soutien aux personnes vulnérables.

2 LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE DU MINISTÈRE

Le Ministère se doit de profiter de la conjoncture économique favorable pour maximiser les retombées positives de ses interventions sur les personnes et les entreprises et contribuer à résoudre des problématiques plus lourdes telles que la persistance de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Pour réaliser sa mission et faire face aux nombreux défis qui l'interpellent, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale peut compter sur des forces présentes dans l'organisation et sa grande capacité à adapter ses interventions aux besoins de ses clientèles.

Parmi les atouts dont le Ministère dispose, on doit mentionner tout d'abord sa double mission qui, depuis 1998, lui permet d'agir tant en matière de solidarité sociale que d'emploi. Ainsi, une partie importante de sa clientèle en matière d'emploi est référée par le réseau de la sécurité du revenu. Cette double mission favorise aussi le développement d'une offre de service intégrée qui tient compte des besoins réels des personnes ou des familles au regard de l'insertion sociale et professionnelle, tout en favorisant l'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins du marché du travail et le développement de l'emploi.

Le Ministère gère l'une des plus importantes enveloppes budgétaires du Gouvernement. Un de ses défis consiste à maximiser les retombées de ses interventions au bénéfice de la clientèle en effectuant des choix qui permettent notamment d'aider le plus grand nombre de personnes à intégrer le marché du travail.

Le Ministère vise à tirer le maximum des budgets mis à sa disposition en tenant compte des planifications locales, régionales et nationales et en réallouant le cas échéant les ressources en fonction de ses priorités reliées à son offre de service et également des impacts dans les régimes de l'assistance-emploi et d'assurance-emploi.

3 LES ENJEUX

Au cours des prochaines années, l'action stratégique du Ministère s'articulera autour de deux grands enjeux.

PROFITER DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE FAVORABLE POUR SOUTENIR UN MAXIMUM DE PERSONNES DANS LEURS DÉMARCHES POUR INTÉGRER LE MARCHÉ DU TRAVAIL OU Y DEMEURER

Le premier enjeu prend appui sur le plus puissant levier pour assurer l'autonomie économique et sociale des personnes : l'emploi. La conjoncture économique favorable permet une importante croissance de l'emploi et commande une action énergique de la part du Ministère pour que des milliers de chômeurs, qu'ils soient prestataires de l'assurance-emploi ou de l'assistance-emploi ou sans soutien public du revenu, puissent trouver un emploi ou développer leurs compétences en considérant les besoins des entreprises.

STRUCTURER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'intensification des efforts visant à réduire la pauvreté se justifie d'abord par des raisons humanitaires, mais aussi en prenant conscience des enjeux socio-économiques contemporains et le constat que les sociétés modernes vieillissantes devront faire appel à tous leurs citoyens d'âge actif pour assurer le développement économique et social. La lutte contre la pauvreté comporte de multiples facettes et interpelle un grand nombre d'intervenants et d'acteurs qui jouent un rôle dans la dynamique sociale, économique, communautaire et institutionnelle et ne saurait se réaliser sans une intervention gouvernementale structurée. À titre de principal responsable de l'élaboration de la stratégie qui devra encadrer l'action gouvernementale de lutte contre la pauvreté, le Ministère joue un rôle moteur dans la démarche gouvernementale qui sera fondée sur la collaboration intersectorielle, la concertation et l'intégration des interventions afin d'en maximiser les retombées.

LES DÉFIS

Compte tenu des éléments de contexte, des problématiques et des enjeux évoqués, les défis pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont les suivants :

- ◆ établir un meilleur équilibre quantitatif et qualitatif entre l'offre et la demande de main-d'œuvre ;
- ◆ intervenir de façon précoce auprès des personnes à risque d'exclusion et enrayer le cycle du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;
- ◆ savoir anticiper les changements qui se produisent sur le marché du travail et chez les clientèles afin de raffiner et d'adapter l'offre de service et les modes d'intervention ;
- ◆ assurer un leadership gouvernemental dans les domaines de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté et mobiliser les partenaires sociaux et économiques ;
- ◆ promouvoir les mesures d'incitation au travail et d'aide aux familles à faible revenu ;
- ◆ appuyer l'action communautaire pour qu'elle puisse contribuer à satisfaire les besoins des personnes et des collectivités ;
- ◆ maintenir le client au cœur des préoccupations du Ministère ;
- ◆ améliorer la qualité des services en regard de l'accès, l'accueil, le traitement et la demande de services ;
- ◆ mettre davantage l'accent au niveau de la gestion sur l'atteinte des résultats, l'imputabilité et la transparence.

4 LES ORIENTATIONS, LES AXES D'INTERVENTION ET LES OBJECTIFS

Les orientations stratégiques et les objectifs prioritaires visés par le Ministère pour les trois prochaines années s'inscrivent largement dans la poursuite de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle en plaçant clairement le client au cœur de son action :

ORIENTATION 1

Contribuer à la croissance de l'emploi et à réduire la dépendance aux régimes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi

Objectif 1

Augmenter le nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.

Objectif 2

Accroître l'accès aux mesures d'insertion sociale et professionnelle aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi.

Objectif 3

Réduire la dépendance des jeunes à l'égard du régime d'assistance-emploi et soutenir leur entrée sur le marché du travail.

Objectif 4

Augmenter le nombre d'interventions auprès des entreprises visant à renforcer leur capacité d'adaptation.

Objectif 5

Contribuer à la hausse du nombre d'entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre qui investissent 1 % et plus de leur masse salariale en formation de leur main-d'œuvre.

ORIENTATION 2

Contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale

Objectif 6

Contribuer à réduire et à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des interventions ciblées à l'intention des clientèles fragilisées et des territoires à forte concentration de pauvreté.

Objectif 7

Accentuer l'incitation au travail en privilégiant la supplémentation du revenu.

Objectif 8

Favoriser le soutien aux familles.

Objectif 9

Soutenir le réseau communautaire qui intervient pour améliorer la vie des groupes les plus pauvres et les accompagner vers l'autonomie.

ORIENTATION 3

Mobiliser les différents acteurs sociaux et économiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes

Objectif 10

Augmenter le taux d'emploi des personnes référées par le Ministère à des ressources externes.

Objectif 11

Augmenter le taux de participation des prestataires de l'assistance-emploi aux projets soutenus financièrement par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Objectif 12

Élaborer et mettre en œuvre, avec les partenaires institutionnels, une offre de service intégrée et adaptée aux besoins des diverses clientèles.

Objectif 13

Mettre en œuvre une politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.

ORIENTATION 4**Moderniser la gestion et la prestation des services aux citoyens et aux entreprises****Objectif 14**

Améliorer l'organisation et la prestation des services en tenant compte des engagements découlant de la Déclaration de services aux citoyennes et citoyens en mettant à contribution le personnel.

Objectif 15

Accroître l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer l'accès aux services et la rapidité de réponse et pour simplifier les transactions avec les clientèles.

Objectif 16

Garantir la protection des renseignements personnels dans un contexte d'évolution vers des services et des échanges hautement informatisés.

Objectif 17

Stimuler et valoriser la contribution des ressources humaines à l'atteinte des résultats et à l'amélioration de la qualité des services.

Objectif 18

Améliorer la disponibilité et l'utilisation de l'information de gestion et des technologies pour la gestion des ressources, la mesure et le suivi de la performance ainsi que pour la prise de décisions.

Objectif 19

Assurer un traitement juste et équitable des clientèles du Ministère.

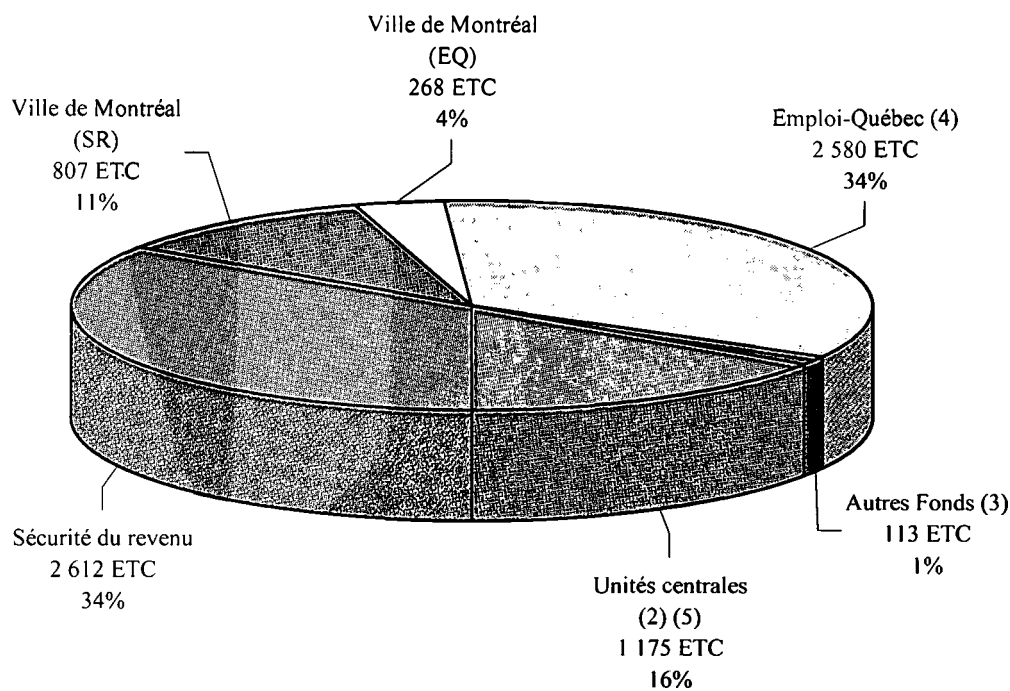
Objectif 20

Intensifier le recouvrement des sommes versées en trop dans le cadre des programmes administrés par le Ministère.

STRUCTURE DU MINISTÈRE

Le tableau suivant présente la ventilation des 7 555 ⁽¹⁾ effectifs à temps complet du Ministère en incluant la Ville de Montréal pour l'année 2002-2003 :

Figure 1 – Ventilation des effectifs à temps complet du MESS pour 2002-2003



1. Le total de 7 555 ETC inclut 1 075 ETC employés par la Ville de Montréal qui ne sont pas compris dans l'effectif autorisé du MESS
2. Inclut la Direction générale des politiques (110 ETC), la Direction du Ministère (166 ETC), la Direction générale des services à la gestion (698 ETC dont 383 ETC au secteur des technologies de l'information, 203 ETC au secteur de l'administration et 112 ETC au Centre de recouvrement) et la Direction générale de la planification et des services aux citoyens (201 ETC)
3. Inclut le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du Québec (25 ETC), le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (10 ETC) et le Fonds national de formation de la main-d'œuvre (78 ETC).
4. Inclut 13 ETC de la Commission des partenaires du marché du travail et de son secrétariat.
5. Inclut les effectifs qui donnent des services à Emploi-Québec, à la Sécurité du revenu et au Centre de recouvrement.

LE MINISTÈRE ET SA STRUCTURE

La structure administrative

La structure des éléments de programme budgétaire correspond à la structure administrative du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vigueur au 1^{er} avril 2002.

Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi

Élément 01 - Emploi-Québec

- Secrétariat de la Commission des Partenaires du marché du travail
- Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre
- Direction des affaires publiques et des communications
 - Direction du service à la clientèle
- Direction générale adjointe à la planification et au développement de l'emploi
 - Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail
 - Direction des mesures d'emploi et des services aux individus
- Direction générale adjointe à l'intervention en milieu de travail
 - Direction du développement des compétences en milieu de travail
 - Direction du placement et des services aux employeurs
- Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle
- Direction générale des opérations d'Emploi-Québec
 - Direction des ressources externes
 - Direction du soutien à l'organisation du travail
 - Direction du pilotage opérationnel des systèmes informatiques
 - Direction de l'administration
 - Direction générale adjointe aux opérations
 - Direction adjointe aux opérations
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi

Élément 02 – Politiques d'emploi

- Direction générale adjointe des politiques d'emploi
- Direction des politiques de main-d'œuvre

Programme 02 - Mesures d'aide financière

Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu

- Direction générale adjointe de la coordination et des projets spéciaux
- Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle
 - Direction de l'architecture opérationnelle
 - Direction du développement des applications
 - Direction du service à la clientèle
- Direction générale adjointe du contrôle, de l'équité et des services centralisés
 - Direction des enquêtes et de l'évaluation de la conformité réelle
 - Direction de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle
 - Direction des programmes et des mesures de conformité
- Direction générale adjointe des opérations régionales
 - Centre de communication avec la clientèle
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi
- Direction générale adjointe des opérations de la Métropole
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi

Élément 02 – Politiques de sécurité du revenu

- Direction générale des politiques
- Direction générale adjointe des politiques de sécurité du revenu
 - Direction du développement des politiques de sécurité du revenu
 - Direction de l'analyse économique et des projets gouvernementaux
- Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
 - Direction de la recherche
 - Direction de l'évaluation

Programme 03 – Soutien à la gestion

Élément 01 - Direction

- Cabinet des ministres
- Cabinet du sous-ministre
- Secrétariat du Ministère
- Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec
 - Direction adjointe
- Direction des affaires juridiques
- Direction des ressources humaines
- Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives

Élément 02 - Services à la gestion

Direction générale des services à la gestion

Secteur des technologies de l'information (Direction générale adjointe des technologies de l'information)

- Direction de la planification, des solutions et des services à la clientèle
- Direction de l'infrastructure technologique et des services spécialisés
- Direction du développement et de la continuité - Sécurité du revenu
- Direction du développement et de la continuité - Emploi
- Direction du développement et de la continuité - Versement et recouvrement
- Direction du développement et de la continuité – Unités centrales

Secteur de l'administration

- Direction du budget et des opérations financières
- Direction des ressources matérielles

Élément 03 - Centre de recouvrement

- Services professionnels de recouvrement
- Service des mesures légales et du soutien opérationnel
- Service du recouvrement
- Service des pensions alimentaires

Élément 04 – Planification et services aux citoyens

- Direction générale de la planification et des services aux citoyens
 - Bureau de la planification et de la coordination ministérielle
 - Bureau des renseignements et plaintes
 - Direction des communications
 - Direction du service de révision
 - Direction du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
 - Direction des affaires canadiennes et internationales

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE SUPÉRIEURE DU MESS

La structure administrative du Ministère reflète l'existence de deux agences gouvernementales, d'une unité autonome de services, de trois directions générales et de certaines unités administratives directement rattachées au sous-ministre, en raison de leur importance stratégique pour les autorités ministérielles, de leur impact sur l'ensemble de l'organisation ou de leurs responsabilités particulières: le Secrétariat du Ministère, la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines, la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives ainsi que le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec.

LES AGENCES, L'UNITÉ AUTONOME DE SERVICES ET LES DIRECTIONS GÉNÉRALES

La Sécurité du revenu rend des services liés au programme d'aide financière et d'accompagnement social à la population alors qu'**Emploi-Québec** constitue le service public d'emploi du gouvernement du Québec.

Ces deux réseaux, constitués en unités autonomes de services ou agences, chacun dans leur domaine d'activités, regroupent les structures des services de première et de deuxième ligne aux citoyennes et citoyens. Ces structures sont composées d'unités centrales, d'un centre de communication avec la clientèle (Sécurité du revenu) d'un centre d'assistance au placement (Emploi-Québec), de directions régionales et de centres locaux d'emploi (CLE). Les unités centrales développent et coordonnent les programmes et mesures, planifient et évaluent la réalisation des opérations et offrent des services de support d'ensemble aux réseaux.

La Direction générale des politiques assure l'élaboration et le développement des politiques en matière de sécurité du revenu d'une part, et celles reliées à l'emploi, au marché du travail et au développement de la main-d'œuvre, d'autre part. Elle comprend également la Direction adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique responsable, entre autres, des statistiques officielles du Ministère.

La Direction générale de la planification et services aux citoyens assure la planification et l'intégration de toutes les actions d'ensemble du Ministère en lien rapproché avec les services aux citoyennes et aux citoyens. Elle comprend la Direction des communications du Ministère, le Bureau des renseignements et plaintes et la Direction du service de révision.

La Direction générale des services à la gestion assure le soutien administratif à l'ensemble du Ministère, incluant Emploi-Québec et la Sécurité du revenu en matière de gestion budgétaire et financière, de gestion des ressources matérielles et des technologies de l'information. Le Centre de recouvrement, qui est une agence, relève aussi de cette direction générale.

LES DIRECTIONS RÉGIONALES

Les 34 directions régionales assurent la présence des deux réseaux de services dans chacune des 17 régions conformément à la division territoriale retenue par le Gouvernement. Elles développent les concertations régionales nécessaires à la réalisation de la mission ministérielle et encadrent et supportent la réalisation des activités locales.

LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Le nombre de Centres locaux d'emploi et leur territoire est établi sur la base territoriale des municipalités régionales de comté (MRC) et, dans les cas des régions urbaines, d'un quartier ou d'un arrondissement. Les aménagements sur les territoires de la Métropole, de la Capitale nationale et de l'Outaouais tiennent compte de leurs particularités.

Le centre local d'emploi (CLE) est un guichet unique où sont offerts les services d'emploi et les services d'aide financière liés à la sécurité du revenu. Les services d'aide financière offerts par le réseau de la Sécurité du revenu sont destinés aux personnes démunies ainsi qu'aux

familles à faible revenu ayant au moins un enfant. Les services et mesures d'aide à l'emploi et de placement offerts par Emploi-Québec sont destinés aux individus et aux employeurs.

Le CLE comporte des services communs de réception, une salle multiservice où les clients retrouvent des guichets emploi ainsi qu'un centre de documentation et d'information sur le marché du travail.

En matière d'aide financière, le réseau de la Sécurité du revenu offre à tous les Québécoises et Québécois l'information sur les services et programmes d'aide financière, l'admissibilité à cette aide, l'accompagnement social ainsi que l'orientation vers Emploi-Québec ou encore vers d'autres organismes ou ministères. Il offre également aux personnes admissibles l'aide financière et le suivi de leur dossier.

En matière d'emploi, Emploi-Québec offre à tous les Québécoises et Québécois l'information sur le marché du travail ainsi que les services aux individus et aux entreprises, dont la détermination des besoins, le libre-service de placement et l'orientation vers un intervenant externe ou encore vers d'autres organismes ou ministères. Il offre également aux personnes admissibles un parcours individualisé pour l'emploi qui comporte, en fonction des besoins personnels de chaque client des services, des mesures et un soutien financier conduisant vers l'insertion ou le retour sur le marché du travail.

D'autres services sont aussi offerts par les réseaux de la Sécurité du revenu et Emploi-Québec. En effet, les mesures Destination Emploi, Solidarité Jeunesse et Parcours obligatoire font l'objet d'une complémentarité de services entre les deux organisations visant à aider les prestataires à recouvrer leur autonomie financière et sociale et à assurer le respect de leurs obligations en matière de recherche adaptées à leur situation en vue d'accéder à un emploi.

Par ailleurs, le CLE, pour exercer adéquatement son mandat, doit compter sur le partenariat avec des organismes communautaires ou d'intervention du milieu, notamment : les carrefours jeunesse-emploi, les centres locaux de développement (CLD), les ressources externes spécialisées dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi, les établissements d'enseignement, les centres locaux de services communautaires (CLSC) et les organismes spécialisés en intervention psychosociale.

Le directeur local d'Emploi-Québec siège sur le conseil d'administration du CLD qui agit à titre de comité aviseur du centre local d'emploi. Le CLD élabore le Plan local d'action pour l'économie et l'emploi dont le volet soutien et développement de l'emploi est confié au CLE.

LE PERSONNEL

Pour réaliser son mandat, le Ministère compte sur une organisation de l'ordre de 6 480 personnes dont 3 787 au Ministère et 2 693 dans les fonds spéciaux (2 580 ETC à Emploi-Québec, 10 ETC au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, 78 ETC au Fonds national de formation de la main-d'œuvre et 25 ETC au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome), en plus de 1 075 personnes travaillant à la Ville de Montréal dont 268 ETC affectés à la gestion des mesures actives. Les services sont accessibles dans 154 centres locaux d'emploi (CLE) et 17 directions régionales. Des équipes en région et au central agissent en soutien aux deux réseaux pour l'interprétation et l'instrumentation dans la gestion des lois, des règlements et des programmes, pour certaines interventions de recouvrement et pour l'ensemble de la gestion des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles.

N.B. En sus des 10 ETC imputés au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, il y a également 56 ETC affectés aux opérations courantes.

Figure 2 - TABLEAU COMPARATIF DE L'EFFECTIF AUTORISÉ du MESS
 (excluant 1 075 ETC pour la Ville de Montréal)

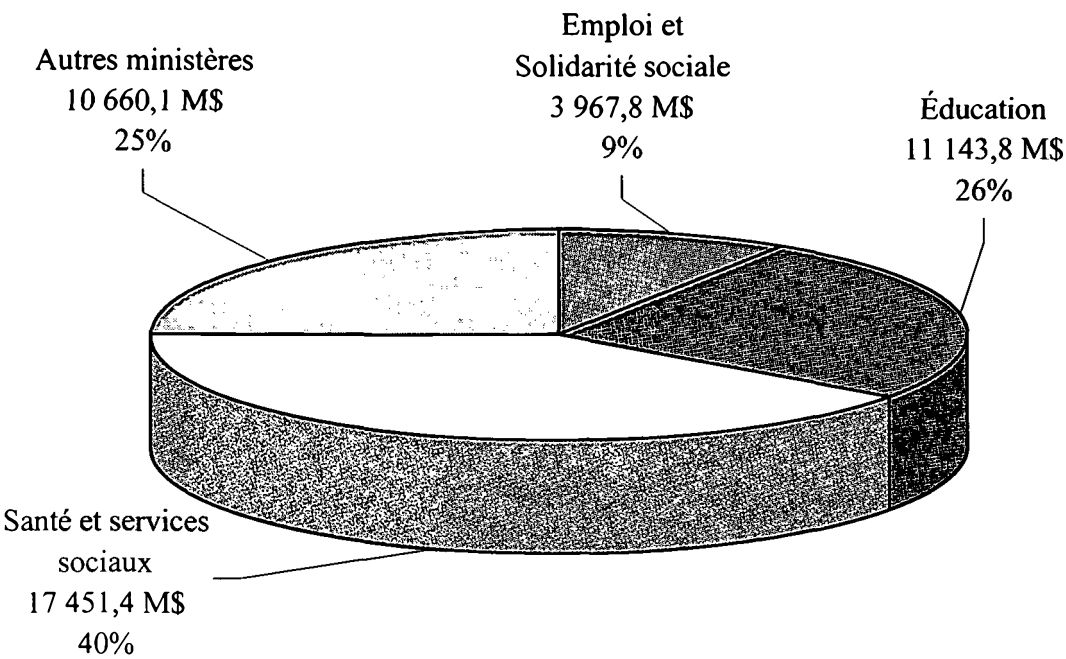
Structure budgétaire	ETC autorisés totaux 2002-04-01	ETC autorisés comparatifs 2001-2002
Mesures d'aide à l'emploi		
- Politiques d'emploi	32	32
Fonds de développement du marché du travail (FDMT)	2 580	2 580
- Fonds national de formation de la main d'œuvre	78	78
Mesures d'aide financière		
- Politiques de sécurité du revenu	78	78
- Gestion du réseau de la sécurité du revenu	2 612	2 612
Soutien à la gestion		
- Direction	166	166
- Direction générale de services à la gestion		
• Secteur des technologies de l'information	383	383
Direction générale adjointe des technologies de l'information		
• Secteur de l'administration	203	203
- Centre de recouvrement	112	112
- Direction générale de la planification et services aux citoyens	201	201
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25	25
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	10	10
TOTAL	6 480	6 480

LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE

LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE

Le graphique suivant présente la répartition du budget de dépenses de programmes du gouvernement du Québec pour 2002-2003 par grands secteurs de dépenses :

Figure 3 – Répartition du budget de dépenses par grand secteur de dépenses pour 2002-2003



EXPLICATION DE L'ÉCART ENTRE LE BUDGET ORIGINAL DE DÉPENSES 2001-2002 ET LE BUDGET DE DÉPENSES COMPARATIF 2001-2002

Le budget des dépenses original du portefeuille Emploi, Solidarité sociale, pour 2001-2002, était de 3 913 596,6 K\$ alors que le budget des dépenses comparatives 2001-2002 au livre des crédits 2002-2003 est de 4 106 476,0 K\$. Cette variation de 192 879,4 K\$ par rapport au budget initialement voté s'explique par les éléments suivants :

		(K\$)
<u>BUDGET DE DÉPENSES ORIGINAL ALLOUÉ AU LIVRE DES CRÉDITS 2001-2002</u>		3 913 596,6
- Budget supplémentaire « assistance-emploi » et « Action emploi »	194 472,6	
- Transfert au ministère du Conseil exécutif du budget des commandites	(1 159,3)	
- Transfert de crédits administratifs entre ministères	(270,2)	
- Transfert à la Direction générale des achats du Conseil du trésor	(163,7)	192 879,4
<u>BUDGET DE DÉPENSES COMPARATIF 2001-2002 AU LIVRE DES CRÉDITS 2002-2003</u>		<u>4 106 476,0</u>

SYNTHÈSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES ENTRE 2002-2003 ET 2001-2002

Le budget des dépenses 2002-2003 du portefeuille “Emploi, Solidarité sociale” est établi à 3 967,8 M\$ en baisse de 138,7 M\$ comparativement au budget de dépenses comparatif 2001-2002 de 4 106,5 M\$. Les principaux éléments d’ajustements se retrouvent aux mesures d’aide financière (147,3 M\$), aux mesures d’aide à l’emploi pour 2,5 M\$ et au soutien à la gestion pour 6,1 M\$.

Le budget des dépenses du programme « Mesures d'aide financière » passe de 2 948,7 M\$ à 2 801,4 M\$, soit une diminution de 147,3 M\$. Cette diminution résulte principalement d'une baisse prévue de 25 920 ménages à la sécurité du revenu, soit de 364 000 ménages en moyenne en 2001-2002 à 338 080 ménages en 2002-2003. La prévision tient compte de l'implantation du nouveau programme Action emploi, de l'encadrement soutenu des prestataires de la sécurité du revenu dans leurs démarches de recherche et d'intégration en emploi, du programme d'action gouvernementale visant l'accélération des investissements du secteur public et d'un redressement de l'activité économique anticipé pour 2002-2003.

Par ailleurs, les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi ont bénéficié d'un ajustement à la hausse de leurs prestations le 1^{er} janvier 2002. De plus, les autres prestataires ont vu leurs prestations augmenter le 1^{er} juin 2001 et le 1^{er} janvier 2002, représentant des coûts additionnels de l'ordre de 53,8 M\$. Le nouveau programme Action emploi implique des coûts additionnels de 28,5 M\$. Les coûts reliés à la provision pour mauvaises créances sont réduits de 25,5 M\$.

Le budget de dépenses du programme « Mesures d'aide à l'emploi » passe de 960,1 M\$ à 962,6 M\$ en 2002-2003, soit une hausse de 2,5 M\$ qui s'explique notamment par l'augmentation de la somme mise à la disposition du gouvernement du Québec en vertu de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et les augmentations salariales des employés.

En ce qui a trait au soutien à la gestion, le budget des dépenses passe de 197,7 M\$ à 203,8 M\$, soit une augmentation de 6,1 M\$ compte tenu des augmentations des traitements et des reports de crédits de 2001-2002 à 2002-2003.

En 2002-2003, le Ministère a le même effectif autorisé que l'année précédente, soit 6 480 ETC, dont 3 787 au Ministère et 2 693 dans les fonds spéciaux. Il pourra également compter sur 807 effectifs de la Ville de Montréal pour l'administration déléguée des services en matière de sécurité du revenu et sur 268 effectifs de la Ville affectés à la gestion des mesures actives d'emploi.

Vous trouverez ci-après un tableau qui dresse un sommaire regroupant le budget de dépenses du Ministère (3 967,8 M\$) et les dépenses prévues aux Fonds spéciaux (115,9 M\$) pour un total de 4 083,7 M\$. Il est à souligner que les données du Fonds national de formation de la main-d'œuvre sont exclues en raison de leur caractère fiduciaire.

Portrait consolidé du budget de dépenses du MESS et des dépenses prévues aux fonds spéciaux pour 2002-2003

<i>en milliers de \$</i>	Rémunération Fonctionnement	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Crédits totaux
A) BUDGET DE DÉPENSES DU MESS				
Mesures d'aide à l'emploi	1 885,7	1 778,0	958 946,8	962 610,5
Mesures d'aide financière	194 397,8	2 606 945,8	0,0	2 801 343,6
Soutien à la gestion	149 847,8	9 129,1	44 851,6	203 828,5 (1)
TOTAL	346 131,3	2 617 852,9	1 003 798,4	3 967 782,6
B) DÉPENSES PRÉVUES AUX FONDS SPÉCIAUX				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1 771,2	35 728,8	0,0	37 500,0 (2)
Fonds de développement du marché du travail	185 405,8	786 996,9	(958 946,8)	13 455,9 (3)
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	1 500,0	63 500,0	0,0	65 000,0 (4)
Fonds des technologies de l'information	44 851,6	0,0	(44 851,6)	0,0
TOTAL	233 528,6	886 225,7	(1 003 798,4)	115 955,9
C) TOTAL CRÉDITS ET FONDS	579 659,9	3 504 078,6	0,0	4 083 738,5

(1) Ce montant exclut les investissements de 1,8 M\$ et l'amortissement de (1,2 M\$).

(2) Ce montant provient des sommes versées par la Société des loteries et courses du Québec et d'un montant de 20 M\$ annoncé lors de l'énoncé budgétaire de mars 2002.

(3) Ce montant provient des revenus autonomes de la qualification professionnelle (1,5 M\$), de la CSST (0,5 M\$) et de 11,4 M\$ provenant du surplus au 31 mars 2002.

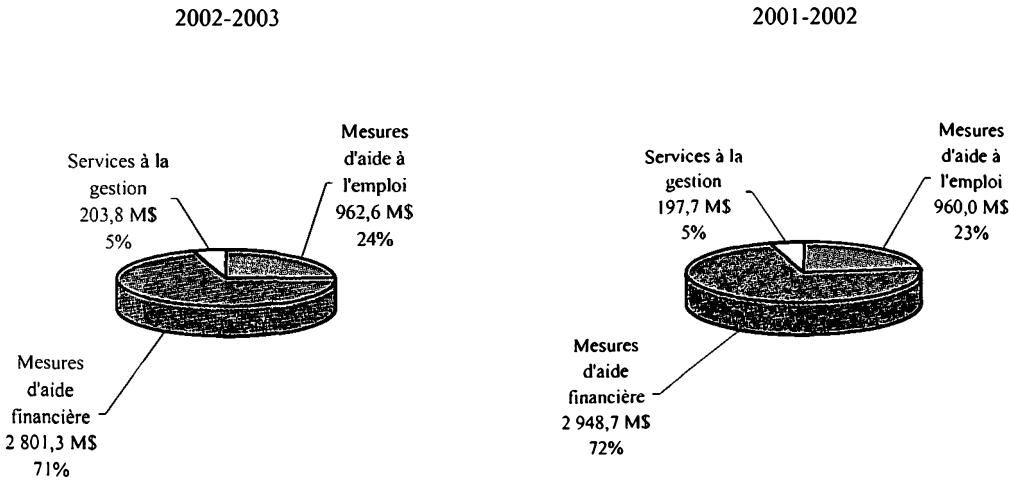
(4) Le surplus de 95,7 M\$ au 31 mars 2002 sera en mesure de payer cette dépense estimée de 65 M\$.

Vous trouverez, ci-après, une comparaison du budget de dépenses prévu par programme et élément pour 2002-2003 par rapport au budget de dépenses comparatif 2001-2002 ainsi que la dépense probable comparative 2001-2002.

COMPARAISON DU BUDGET DE DÉPENSES PRÉVU PAR PROGRAMME POUR 2002-2003 ET DU BUDGET DE DÉPENSES COMPARATIF 2001-2002

Programmes	Budget de Dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
01- Mesures d'aide à l'emploi	962 610,5	960 050,9	2 559,6	955 508,7
02- Mesures d'aide financière	2 801 343,6	2 948 683,5	(147 339,9)	2 897 607,3
03- Soutien à la gestion	203 828,5	197 741,6	6 086,9	205 003,1
TOTAL	3 967 782,6	4 106 476,0	(138 693,4)	4 058 119,1

Figure 4 – Comparaison des budgets de dépenses par programmes pour 2001-2002 & 2002-2003



PROGRAMME 01 - MESURES D'AIDE À L'EMPLOI

Objectif du programme

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre. Ce programme vise également le développement des politiques d'emploi.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
01 Emploi-Québec	958 946,8	956 424,8	2 522,0	951 882,6
02 Politiques d'emploi	1 885,7	1 848,1	37,6	1 848,1
03 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi	1 778,0	1 778,0	0,0	1 778,0
Total	962 610,5	960 050,9	2 559,6	955 508,7

Le budget de dépenses de ce programme passe de 960,1 M\$ en 2001-2002 à 962,6 M\$ en 2002-2003, compte tenu des augmentations salariales consenties aux employés de l'État et de la majoration des sommes prévues à l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

Élément 01 – Emploi-Québec

Objectif

Cet élément de programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Aspect légal

Ce programme découle de la *Loi créant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-15.001), de la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. d-7.1) et de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. F-5).

Mission et fonctions

Emploi-Québec gère, sur le territoire du Québec, des services publics d'emploi selon un mode de gestion par résultats décentralisé et régionalisé. Au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Emploi-Québec constitue une unité autonome de services, ayant des mandats exclusifs et ses champs d'intervention propres. À cet effet, Emploi-Québec s'est dotée de directions régionales et offre des services dans des centres locaux d'emploi (CLE) à l'ensemble de la main-d'œuvre québécoise et aux entreprises, en partenariat avec des organismes voués au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi et au développement régional et local.

La mission d'Emploi-Québec est de susciter l'emploi de la main-d'œuvre disponible, de promouvoir le développement de la main-d'œuvre, d'améliorer l'offre de main-d'œuvre et d'influer sur la demande de main-d'œuvre de façon à favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail.

Pour réaliser sa mission, Emploi-Québec s'occupe de la mise en œuvre et de la gestion, aux niveaux national, régional, local et sectoriel, des mesures, programmes et activités relevant du ministre dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi. Cela comprend notamment l'information sur le marché du travail, le placement ainsi que les services et activités liés à la politique active du marché du travail. Emploi-Québec exerce aussi des fonctions relevant de l'application de certaines lois: la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* et la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre*. De plus, Emploi-Québec met en œuvre l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

Évolution du budget de dépenses d'Emploi-Québec

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	958 946,8	956 424,8	2 522,0	951 882,6

Le budget de dépenses de 958,9 M\$ est affecté au Fonds de développement du marché du travail est réparti entre la gestion (171,9 M\$) et l'intervention (787,0 M\$).

			K\$
<u>Gestion</u>	Rémunération		155 004,3
	Fonctionnement		16 945,6
	Total		171 949,9
<u>Intervention</u>			786 996,9
Total			958 946,8

Le Fonds de développement du marché du travail vise à financer la mise en œuvre et la gestion des mesures, des programmes et des activités relevant du ministre dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que la prestation des services publics d'emploi.

Gestion: Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	171 949,9	170 277,9	1 672,0	171 785,8

Le budget de dépenses de fonctionnement d'Emploi-Québec est constitué de 52,9 M\$ pourvus par l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et de 119,0 M\$ par le gouvernement du Québec.

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	2 580	2 580	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 1 672,0 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Indexations salariales consenties par le Gouvernement	2 968,7
- Réaménagement entre programmes, éléments de programmes et supercatégories principalement pour des développements informatiques	(1 296,7)
	<hr/> 1 672,0 <hr/>

Intervention: Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	786 996,9	786 146,9	850,0	780 096,8

Explication des variations budgétaires

La variation de 850,0 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par :

	K\$
- Augmentation de crédits découlant de l'Entente Canada Québec relative au marché du travail (591 496 K\$ en 2002-2003 vs 590 646 K\$ en 2001-2002)	<hr/> 850,0 <hr/>

Le budget de dépenses composant l'enveloppe budgétaire de 787,0 M\$ est constitué de 591,5 M\$ pourvus par l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et du financement de 195,5 M\$ par le gouvernement du Québec.

La simplification et le regroupement des mesures actives en 1998 ont permis d'alléger les mécanismes de support auprès des partenaires et des citoyens en matière de préparation, d'insertion et de création d'emploi, de stabilisation et de maintien de l'emploi, qui constituent les cinq axes de la politique active du marché du travail.

Depuis sa création, Emploi-Québec a mis de l'avant des mesures simplifiées et harmonisées, notamment par la mise en œuvre de la mesure de formation laquelle vise à regrouper les interventions en matière de formation de la main-d'œuvre.

L'actuel défi d'Emploi-Québec est de compléter son offre de services auprès des entreprises, d'améliorer la performance des services publics d'emploi par le biais de développements informatiques, notamment en regard des services de placement en ligne et d'offrir des outils de travail adaptés et performants à son personnel.

Liste des mesures et des objectifs par axe de la politique active du marché du travail

Mesure	Description et objectifs
<u>Axe: Préparation pour l'emploi</u>	
Services d'aide à l'emploi	<p><u>Description</u></p> <p>La mesure Services d'aide à l'emploi regroupe uniquement des activités de courte durée et périphérique au placement</p> <p><u>Objectif</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Aider les personnes en démarche d'emploi à préciser leurs besoins en matière d'emploi et de formation.• Fournir les outils et les moyens aux personnes en démarche d'emploi par l'offre de services périphériques au placement ou d'aide conseil à la recherche d'emploi.
Formation de la main-d'œuvre	<p><u>Description</u></p> <p>Afin de contribuer à la réduction du chômage et en cohérence avec les emplois disponibles sur le marché du travail, les activités de formation sont établies à partir des besoins des personnes qui désirent intégrer l'emploi ou s'y maintenir et des besoins des employeurs en termes de maintien, de stabilisation ou de création d'emploi.</p> <p>Divers types et modes de formation peuvent être utilisés pour répondre aux besoins spécifiques des participants. De plus, la mesure vise une formation qualifiante et transférable.</p> <p>La mesure s'inscrit dans le cadre d'un Parcours individualisé vers l'insertion, la formation et l'emploi, sauf lorsqu'elle s'applique à des travailleurs en emploi. Lorsqu'il n'y a pas de Parcours d'établi, la mesure s'inscrit dans une démarche de formation planifiée à partir des besoins de l'employeur et de la main-d'œuvre.</p> <p><u>Objectif</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Permettre à des clientèles ciblées d'acquérir des compétences, de nature générale ou spécialisée, liées à l'emploi, par une aide aux individus et aux employeurs, visant une formation adaptée afin de contribuer à l'insertion et au maintien en emploi.

Projets de préparation à l'emploi

Description

La mesure permet de réaliser des activités intensives, variées, adaptées et intégrées de développement de l'employabilité offertes par des intervenants externes.

Objectif

- Permettre à des personnes défavorisées au plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles et des compétences liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi.

Axe: Insertion

Subventions salariales

Description

Cette mesure d'insertion vise à inciter les employeurs à embaucher des personnes à risque de chômage prolongé qui sont prêtes à intégrer le marché du travail. À cette fin, une subvention salariale est versée à l'employeur pour une période prédéterminée pour couvrir une partie du salaire versé au participant.

Objectif

- Faciliter l'intégration dans des emplois durables des clientèles à risque de chômage prolongé qui ne pourraient y avoir accès sans une aide financière.
- Viser l'acquisition d'expérience professionnelle transférable en vue de l'intégration à un emploi durable chez un autre employeur.

Supplément de retour au travail

Description

Les personnes à faible revenu qui veulent occuper un emploi font face à des contraintes financières du fait des coûts supplémentaires liés à un début d'emploi. Ces coûts peuvent difficilement être assumés en raison du délai à cumuler un revenu de salaire qui permette de les défrayer. De ce fait, ces personnes ne sont pas incitées à accepter un emploi et la mesure "Supplément de retour au travail" se veut un outil pour encourager les personnes ciblées à accepter un emploi.

Objectif

- Offrir un incitatif financier aux personnes ciblées qui accèdent à un emploi.

Axe: Création d'emploi

Soutien au travail autonome

Description

La mesure vise à offrir aux personnes, ayant en main des projets prometteurs, un soutien et des conseils pour les aider à débiter en affaires. Elle repose sur un travail en concertation avec les intervenants du milieu compétents en matière d'entrepreneurship.

Objectif

- Aider les individus à parvenir à l'autonomie sur le marché du travail en créant ou en développant leur entreprise ou en devenant des travailleurs autonomes.

Axe: Stabilisation, maintien et création d'emploi

Concertation pour l'emploi

Description

La mesure "Concertation pour l'emploi" encourage les différentes parties concernées par des problématiques du marché du travail à recourir à la concertation comme moyen privilégié de trouver des solutions durables aux problèmes auxquels ils ont à faire face. Par cette mesure, Emploi-Québec s'associe aux parties concernées en leur apportant une aide conseil et une aide financière s'appliquant aux coûts reliés à la mise sur pied et au fonctionnement de comités de concertation variés d'une part et à la recherche de solutions et à la mise en œuvre de celles-ci d'autre part.

Une aide pourra également être offerte à des entreprises pour réaliser des interventions visant l'amélioration de la gestion des ressources humaines. Enfin, Emploi-Québec pourra développer des ententes avec des intervenants pour appuyer et faciliter l'exécution des mesures actives d'Emploi-Québec.

Objectif

- La mesure s'adresse aux employeurs, aux associations d'employés et d'employeurs, aux regroupements professionnels et aux regroupements de clientèles faisant face à une problématique commune d'emploi, aux travailleurs faisant l'objet d'un licenciement collectif, aux coopératives, aux

collectivités et aux organismes actifs au sein des collectivités. Son objectif consiste à favoriser la prise en charge des problématiques auxquelles ils font face. L'aide vise à développer et à mettre en application des stratégies permettant de faire face aux changements affectant le marché du travail, de satisfaire aux exigences en matière de ressources humaines, d'agir sur les problématiques liées au développement et à l'accès à l'emploi en vue de lever les obstacles à la création d'emplois, ainsi que d'appuyer et faciliter l'exécution des mesures actives d'emploi.

Axe: Préparation pour l'emploi et insertion en emploi

Insertion sociale

Description

Mesure permettant à des personnes de participer à des activités de nature communautaire dans une démarche visant à développer ou maintenir certaines habiletés, attitudes ou comportements susceptibles d'accroître leurs possibilités d'accéder au marché du travail.

Objectif

- Faciliter l'insertion sociale et le développement d'attitudes, de comportements et d'habiletés requises préalablement à la participation à une mesure active.

Recherche et innovation

Description et objectif

De concert avec les partenaires du marché du travail ou d'autres paliers de gouvernement, effectuer des recherches et mettre en œuvre des projets d'expérimentation qui visent à améliorer les politiques, mesures et services reliés aux cinq axes de la politique active du marché du travail. Depuis 2000-2001, la contribution du gouvernement du Québec à l'Entente Canada-Québec relative aux projets pilotes pour les personnes âgées est financée par cette mesure.

Élément 02 – Politiques d'emploi

Objectif:

Cet élément de programme vise le développement des politiques d'emploi, à l'intérieur de la Direction générale des politiques du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	1 885,7	1 848,1	37,6	1 848,1

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	32	32	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 37,6 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Indexations salariales	37,6

Élément 03 – Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi

Objectif

Cette provision constitue le véhicule pour effectuer les virements de budgets pour augmenter les crédits pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi. Certaines activités sont ciblées:

Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation (FAIE)

Le Fonds vise à apporter une aide financière à des organismes à but non lucratif dont les activités de protection et d'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des programmes du Ministère ou dont les activités reliées à l'aide ou au développement de l'employabilité ou à la formation professionnelle sont jugées d'un intérêt certain par rapport à la mission du Ministère.

Subvention aux autochtones

Cette mesure permet d'octroyer des subventions à des communautés autochtones pour la mise sur pied de projets susceptibles de promouvoir le développement de leurs ressources humaines.

Évolution des coûts

Activités	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi	1 778,0	1 778,0	0,0	1 778,0

Explication des variations budgétaires

Le niveau du budget de dépenses de 2001-2002 est maintenu pour 2002-2003.

PROGRAMME 02 - MESURES D'AIDE FINANCIÈRE

Objectif du programme

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la Sécurité du revenu et de celui de la Ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse aux personnes à faible revenu ayant des enfants à charge un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Par ailleurs, ce programme vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires de revenus de travail. De plus, le programme accorde à l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
01- Gestion du réseau de la sécurité du revenu	190 244,3	184 578,2	5 666,1	180 754,8
02- Politiques de sécurité du revenu	7 503,5	5 086,0	2 417,5	6 140,0
03- Assistance-emploi	2 470 291,5	2 649 144,3	(178 852,8)	2 621 158,4
04- Gestion du dénuement	29 000,0	29 000,0	0,0	29 000,0
05- Aide aux parents pour leurs revenus de travail	33 453,3	38 053,3	(4 600,0)	31 100,0
06- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	16 751,0	17 496,3	(745,3)	16 524,1
07- Allocations de maternité	7 600,0	7 300,0	300,0	7 600,0
08- Action emploi	36 900,0	8 425,4	28 474,6	3 000,0
09- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi	9 600,0	9 600,0	0,0	2 330,0
TOTAL	2 801 343,6	2 948 683,5	(147 339,9)	2 897 607,3

Le budget de dépenses du programme passe de 2 948,7 M\$ en 2001-2002 à 2 801,4 M\$ en 2002-2003, soit une diminution de 147,3 M\$.

Cette diminution résulte principalement d'une baisse prévue de 25 920 ménages à l'assistance-emploi en 2002-2003 par rapport à l'année précédente. Le nombre de ménages est donc prévu passer de 364 000 à 338 080. Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs, dont notamment l'implantation du nouveau programme Action emploi, les activités d'encadrement soutenu des prestataires de la sécurité du revenu dans leurs démarches de recherche et d'intégration en emploi et le programme d'action du gouvernement visant l'accélération des investissements du secteur public. De plus, comme il est mentionné dans les documents rendus publics dans le cadre de l'Énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement, la reprise économique a été plus forte au Québec, ce qui s'est répercuté sur le marché du travail. Entre juin 2001 et février 2002, l'emploi s'est accru de 1,8% au Québec et il s'y est créé 63 000 emplois. Le redressement de l'activité économique devrait s'accroître en 2002 à mesure que le Programme accéléré d'investissement public produira pleinement ses effets et que la croissance économique s'accélérera aux États-Unis et au Canada.

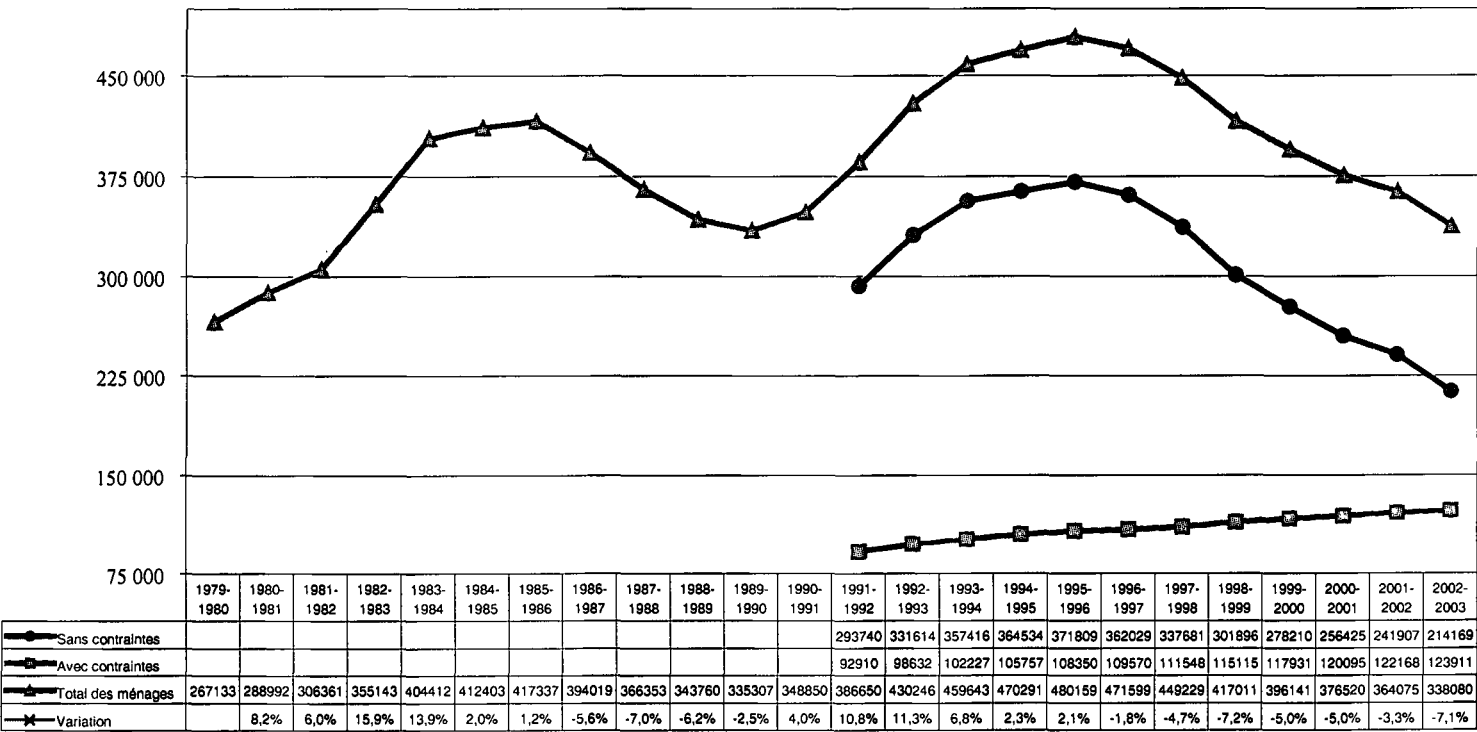
Énoncé budgétaire du 19 mars 2002

L'impact financier pour le gouvernement des nouvelles mesures de lutte contre la pauvreté annoncées à l'Énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement pour 2002-2003 est de 317 M\$ sur 3 ans, dont 21 M\$ pour l'exercice budgétaire 2002-2003. Le montant de 21 M\$ couvre le coût de l'indexation de toutes les prestations d'assistance-emploi et de l'annulation des dispositions relatives au partage et au test du logement à compter du 1^{er} janvier 2003. Il couvre également l'investissement du Gouvernement dans le nouveau programme de soutien au revenu pour les travailleurs victimes d'un licenciement collectif dans les régions ressources du Québec pour l'exercice 2002-2003. Ces montants ont été pourvus au Fonds de suppléance du Conseil du trésor et seront affectés au portefeuille Emploi, Solidarité sociale en cours d'année.

Évolution des ménages à la sécurité du revenu

Le tableau ci-après présente l'évolution du nombre de ménages présents à l'aide de dernier recours depuis 1979-1980 :

Figure 5 - Évolution du nombre de ménages à la Sécurité du revenu de 1979-1980 à 2002-2003



On remarque que depuis 1996-1997, le nombre de ménages ne cesse de diminuer. En 1997-1998, la diminution constatée est de 4,7 %, pour 1998-1999, elle est de 7,2 %, de 5 % 1999-2000, de 5,0 % en 2000-2001 et de 3,3% en 2001-2002. Pour 2002-2003, le nombre de ménages prévu est de 338 080, soit une baisse estimée à 7,1 %.

Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu

Objectif

Le budget de dépenses contenu dans cet élément de programme comprend le fonctionnement des centres locaux d'emploi et des directions régionales (module Sécurité du revenu) et de l'agence de la sécurité du revenu ainsi que le budget de dépenses de base pour l'administration du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	190 244,3	184 578,2	5 666,1	180 754,8

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	2 612	2 612	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 5 666,1 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Indexations salariales consenties par le Gouvernement	3 249,0
- Report de crédits périmés en 2001-2002	3 500,0
- Réaménagement entre programmes, éléments de programmes et supercatégories	(1 082,9)
	<u>5 666,1</u>

Élément 02 – Politiques de sécurité du revenu

Objectif

Cet élément de programme vise le développement des politiques de sécurité du revenu, à l'intérieur de la Direction générale des politiques du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	7 503,5	5 086,0	2 417,5	6 140,0

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	78	78	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 2 417,5 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par les facteurs suivants :

	<u>K\$</u>
- Indexations salariales consenties par le Gouvernement	74,9
- Report de crédits périmés en 2001-2002	450,0
- Réserve de Solidarité sociale	2 350,0
- Réaménagements entre programmes et éléments de programmes	<u>(457,4)</u>
	<u>2 417,5</u>

Élément 03 - Assistance-emploi

Objectif

Cet élément de programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens qui en font la demande, des services de soutien financier par l'entremise de son réseau de la Sécurité du revenu. Il veut permettre à toute personne d'être en mesure de satisfaire ses besoins en versant, aux ménages particulièrement démunis, une allocation de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il vise également à aider financièrement les personnes et les familles incapables de pourvoir à leurs besoins de base pour des raisons de santé physique et mentale.

Aspect légal

La Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.R.Q., c.S-32.001 et modifications) ainsi que son règlement d'application (décret 1011-99 du 1^{er} septembre 1999 et modifications) forment les assises légales de cet élément de programme.

Évolution des coûts, du nombre de ménages et du coût moyen mensuel

Assistance-emploi	Budget de dépenses 2002-2003	Budget comparatif 2001-2002	Variation	Dépense probable 2001-2002
Coût (en K\$)	2 470 291,5	2 649 144,3	(178 852,8)	2 621 158,4
Ménages	338 080	364 000	(25 920)	364 000
Coût moyen mensuel (\$)	608,90	606,49	2,41	600,08

Explication des variations budgétaires

La diminution entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 se situe à 178 852,8 K\$:

Le Ministère prévoit que le nombre mensuel moyen de ménages inscrit au programme Assistance-emploi diminuera de 25 920 en 2002-2003 par rapport au budget comparatif 2001-2002, ce qui représente une diminution de 7,1 %.

Tel que mentionné dans l'objectif du programme, le budget de dépenses ne tient pas compte des sommes annoncées à l'Énoncé budgétaire du 19 mars 2002 au chapitre de lutte contre la pauvreté de l'ordre de 19 M\$ sur les 41 M\$ pour cet élément. Les montants seront pourvus au Fonds de suppléance du Conseil du trésor et seront affectés au Ministère en cours d'année.

Le budget de dépenses 2002-2003 tient compte cependant de l'effet de l'annualisation des indexations des prestataires sans contraintes à l'emploi en juin 2001 et de l'ensemble des prestataires en janvier 2002, représentant quelque 53,8 M\$. Par ailleurs, une diminution de 25,5 M\$ du budget de dépenses est attribuable aux crédits de la provision pour mauvaises créances pour tenir compte de la diminution du taux de la provision et de la baisse des comptes à recevoir.

La baisse de la clientèle s'explique essentiellement par une création d'emploi plus dynamique, l'implantation de la mesure Action emploi, les activités d'encadrement soutenu des prestataires de la sécurité du revenu et le programme accéléré d'investissement public annoncé à l'automne 2001.

Élément 04 - Gestion du dénuement

Objectif

Allocation familiale

Depuis le 1^{er} septembre 1997, la Loi sur les prestations familiales est en vigueur. Cette modification du régime des allocations familiales apporte des changements pour certaines familles à la sécurité du revenu. Afin de ne pas les pénaliser, une clause de dénuement a été prévue dans les nouvelles dispositions relatives à la nouvelle allocation familiale pour enfants. Cette clause permet, au besoin, aux familles qui entreront à la sécurité du revenu en cours d'année, d'obtenir l'aide additionnelle correspondant à leur nouvelle situation financière.

Allocation logement

Lors du discours sur le budget 1997-1998, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de mettre en place une politique à l'égard de l'habitation comprenant un plan d'action et une série de mesures, notamment la création d'un nouveau programme d'allocation logement.

Ce nouveau programme engendre des situations où une famille prestataire de la sécurité du revenu reçoit moins qu'avec l'ancien programme ou est même exclue du nouveau programme d'allocation logement. Des familles pourraient également devenir inadmissibles à la sécurité du revenu à la suite de ce nouveau programme. Le Ministère a donc instauré une clause de dénuement afin de remédier à ces situations défavorables.

Supplément de la prestation nationale pour enfants

Depuis juillet 1998, le gouvernement du Canada a implanté un nouveau régime de prestation nationale pour enfants. Ce régime apporte des changements aux montants versés par la sécurité du revenu aux familles prestataires. Or, afin de ne pas pénaliser les familles, une clause de dénuement a été prévue.

Aspect légal

La Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.R.Q., c.S-32.001 et modifications) ainsi que son règlement d'application (décret 1011-99 du 1^{er} septembre 1999 et modifications) forment les assises légales de cet élément de programme.

Gestion du dénuement - Évolution des paramètres financiers

Gestion du dénuement	Budget de dépenses 2002-2003	Budget comparatif 2001-2002	Variation	Dépense probable 2001-2002
Budget de dépenses (en K\$)				
Nouvelle allocation familiale	13 400,0	12 400,0	1 000,0	13 125,6
Allocation logement	6 300,0	6 700,0	(400,0)	6 777,4
Supplément de la prestation nationale pour enfants	9 300,0	9 900,0	(600,0)	9 097,0
Total	29 000,0	29 000,0	0,0	29 000,0
Nombre moyen mensuel de dossiers				
Nouvelle allocation familiale	9 129	8 500	629	9 214
Allocation logement	12 990	15 100	(2 110)	13 990
Supplément de la prestation nationale pour enfants	6 800	8 000	(1 200)	6 867
Coût moyen annuel (en \$)				
À titre indicatif				
Nouvelle allocation familiale	1 467,85	1 458,82	9,03	1 424,53
Allocation logement	484,98	443,71	41,27	484,45
Supplément de la prestation nationale pour enfants	1 367,65	1 237,50	130,15	1 324,74

Explication des variations budgétaires

Le budget de dépenses de 2002-2003 est relativement stable. Il est ajusté pour tenir compte des coûts probables 2001-2002 et de l'évaluation de la clientèle et des coûts moyens.

Élément 05 - Aide aux parents pour leurs revenus de travail

Objectif

Le programme APPORT a pour objectifs:

- d'augmenter le revenu disponible des parents qui ont de faibles revenus de travail;
- d'aider les parents qui ont de faibles revenus de travail à demeurer sur le marché du travail;
- d'aider les parents qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage ou de sécurité du revenu à entrer sur le marché du travail.

L'aide offerte, qui tient compte de la situation familiale et financière des personnes, comprend un soutien au revenu familial.

Aspect légal

Les prestations de ce programme sont versées en vertu de la Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.R.Q., c. S-32.001 et modifications) ainsi que son règlement d'application (décret 1011-99 du 1^{er} septembre 1999 et modifications).

APPORT – Évolution des paramètres financiers

APPORT	Budget de dépenses 2002-2003	Budget comparatif 2001-2002	Variation	Dépense probable 2001-2002
<u>Budget de dépenses (en K\$)</u>				
Acomptes versés par le MESS	13 000,0	14 000,0	(1 000,0)	12 562,0
Païement final versé par le MRQ	20 453,3	24 053,3	(3 600,0)	18 538,0
Coût total	33 453,3	38 053,3	(4 600,0)	31 100,0
<u>Clientèle</u>				
Nombre moyen mensuel de prestataires avec acompte MESS	7 800	10 000	(2 200)	8 000
Nombre concilié de contribuables (MRQ)	39 000	45 000	(6 000)	36 525
Coût moyen annuel par contribuable (en \$)	857,78	845,63	12,15	851,47

Explication des variations budgétaires

Le budget de dépenses 2002-2003 a été ajusté en fonction de nouvelles estimations de coûts et de clientèle qui tiennent compte de la dépense probable 2001-2002 et de la refonte du programme à compter de janvier 2002. De plus, le nombre concilié de contribuables a été ajusté pour tenir compte de la mesure Action emploi.

Élément 06 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Objectif

Cet élément de programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour assurer à ces derniers une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent, comme mode de vie, des activités traditionnelles d'exploitation de la chasse, de la pêche et de piégeage.

Aspect légal

L'origine du programme remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, Hydro-Québec, la SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuits.

Le programme est administré par un organisme autonome : l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. L'Office est formé de six membres dont trois sont nommés par l'Administration régionale Crie et trois par le gouvernement.

La Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (LRQ, c.S.3-2) établit le programme et institue l'Office. Les dispositions de cette loi régissent, entre autres, les conditions d'admissibilité, le calcul des prestations et les versements aux prestataires. Elle définit aussi les fonctions, les pouvoirs, les règles administratives et les dispositions d'ordre financier de l'Office.

L'article 48 de cette loi prévoit une limite globale du nombre total de jours rémunérés auquel l'ensemble des prestataires a droit pour une année. Cette limite est actuellement fixée à 350 000 jours. Elle s'applique à l'année du programme, soit du 1^{er} juillet au 30 juin.

Évolution des coûts par activité

Activités	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Prestations	15 619,4	16 403,9	(784,5)	15 431,7
Administration	1 131,6	1 092,4	39,2	1 092,4
Total	16 751,0	17 496,3	(745,3)	16 524,1

Explication des variations budgétaires

Les budgets de 2002-2003 tiennent compte du niveau de la dépense prévue en 2001-2002. Le budget de dépenses 2002-2003 devrait permettre le financement d'environ 311 219 jours/personnes et prend en considération l'indexation annuelle des tarifs journaliers.

Élément 07 - Allocations de maternité

Objectif

Le Programme d'allocations de maternité a pour objectif d'apporter une compensation financière de 360 \$ à la travailleuse salariée admissible aux prestations d'assurance-emploi qui doit s'absenter du travail pour cause de grossesse.

Aspect légal

C'est en vertu d'une décision du Conseil des ministres (# 78-388, 16 novembre 1978) que le Ministère est autorisé à verser des allocations de maternité. Lors du discours sur le budget 1990-1991, le 29 avril 1990, l'allocation de maternité a été portée de 240 \$ à 360 \$. Depuis le 1^{er} octobre 1992, cette allocation est versée uniquement aux familles dont les revenus annuels sont inférieurs à 55 000 \$.

Évolution des coûts et du nombre de prestataires

Allocations de maternité	Budget de dépenses 2002-2003	Budget comparatif 2001-2002	Variation	Dépense probable 2001-2002
Coût (en K\$)	7 600,0	7 300,0	300,0	7 600,0
Prestataires	21 111	20 278	833	21 111

Explication des variations budgétaires

Les budgets de dépenses 2002-2003 a été ajusté au niveau de la dépense 2001-2002.

Élément 08 – Action emploi

Objectif

La mesure Action emploi a pour objectif d'inciter les prestataires du programme d'assistance emploi, ayant cumulé une présence de 36 mois et plus à l'aide financière de dernier recours, à intégrer le marché du travail de manière durable et ainsi rompre leur dépendance à l'assistance-emploi en les aidant à devenir financièrement autonomes.

Aspect légal

Le cadre normatif du programme a été approuvé par le CT 197447 du 18 décembre 2001.

Évolution des coûts

Action emploi	Budget de dépenses 2002-2003	Budget comparatif 2001-2002	Variation	Dépense probable 2001-2002
Budget de dépenses (en K\$)	36 900,0	8 425,4	28 474,6	3 000,0
Clientèle	9 736	7 956	1 780	2 688
Coût moyen annuel (en \$)	3 790,06	1 059,00	2 731,06	1 116,07

Explication de la variation budgétaire

Le budget de dépenses 2002-2003 a été estimé en considérant les inscriptions à la mesure en décembre 2001 et janvier 2002. Le programme a débuté le 1^{er} décembre 2001.

Élément 09 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi

Objectif

Cette provision constitue le véhicule pour effectuer des virements de budget des programmes d'aide financière vers les budgets des mesures d'aide à l'emploi et ainsi permettre la conversion de mesures passives en mesures actives.

Aspect légal

Faisant suite au Sommet socio-économique de l'automne 1996, le Conseil du trésor a autorisé la conversion de mesures passives en mesures actives pour les personnes handicapées prestataires de l'aide financière et présentant des contraintes sévères à l'emploi dans le cadre du programme Contrats d'intégration au travail (CIT) et des Centres de travail adapté (CTA). Depuis le 1^{er} avril 2001 la mesure CIT a fait l'objet d'un transfert de responsabilités à Emploi-Québec pour les activités 2001-2002. En 2002-2003, Emploi-Québec comptera sur des fonds de 5 M\$ pour les CIT alors que l'OPHQ disposera d'une somme de 4,6 M\$ en regard de la gestion des CTA.

Les virements sont autorisés annuellement par le Conseil du trésor par le biais de la programmation budgétaire du Ministère.

Évolution des coûts

Activités	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi	9 600,0	9 600,0	0,0	2 330,0 (1)

(1) En 2001-2002, des virements de crédits de 5,7 M\$ ont été effectués à l'OPHQ et de 2,3 M\$ à Emploi-Québec. La dépense probable de 2,3 M\$ de 2001-2002 est la dépense d'Emploi-Québec financée à même cette provision.

Explication de la variation

Le niveau du budget de dépenses initial de 2001-2002 à 9,6 M\$ est maintenu pour 2002-2003.

PROGRAMME 03 - SOUTIEN À LA GESTION

Objectif du programme

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
01 Direction	12 162,5	11 589,1	573,4	18 901,0
02- Services à la gestion	163 576,5	159 123,2	4 453,3	157 357,7
03- Centre de recouvrement	6 734,5	6 175,0	559,5	8 030,8
04- Planification et services aux citoyens	21 355,0	20 854,3	500,7	20 713,6
TOTAL	203 828,5	197 741,6	6 086,9	205 003,1

Élément 01 - Direction

Objectif

Le budget de dépenses alloué pour la Direction du Ministère comprend les sommes prévues pour les Cabinets des ministres, le Bureau du sous-ministre, le Secrétariat du Ministère, la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines et la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	12 162,5	11 589,1	573,4	18 901,0

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	166	166	0

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 573,4 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par les facteurs suivants :

	<u>K\$</u>
- Indexations salariales consenties par le Gouvernement	218,8
- Report de crédits périmés en 2001-2002	850,0
- Réaménagements entre programmes et éléments de programmes	(495,4)
	<u>573,4</u>

Élément 02 - Services à la gestion

Objectif

Cet élément de programme inclut le budget de dépenses du bureau du sous-ministre adjoint des services à la gestion, de la Direction générale adjointe des technologies de l'information, de la Direction du budget et des opérations financières et de la Direction des ressources matérielles. Les budgets comprennent également les contributions d'employeurs et avantages sociaux pour les employés du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	163 576,5	159 123,2	4 453,3	157 357,7

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	586	586	0

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 4 453,3 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par les facteurs suivants :

	<u>K\$</u>
- Indexations salariales consenties par le Gouvernement	739,3
- Entente Canada-Québec relative au marché du travail (loyers)	856,9
- Report de crédits périmés en 2001-2002	4 280,0
- Réaménagements entre programmes, éléments de programmes et supercatégories	(1 422,9)
	<u>4 453,3</u>

Élément 03 - Centre de recouvrement

Objectif

Le budget de dépenses alloué au Centre de recouvrement vise à protéger et recouvrer les sommes dues au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Les activités du Centre sont régies, entre autres, par la Loi sur l'administration de la fonction publique, par la Loi sur l'administration financière et par la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	6 734,5	6 175,0	559,5	8 030,8

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	112	112	0

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 559,5 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et les budgets comparatifs 2001-2002 s'explique par le facteur suivant :

	K\$
- Indexations salariales consenties par le Gouvernement	107,3
- Report de crédits périmés en 2001-2002	530,0
- Réaménagement entre programmes, éléments de programme	(77,8)
	<u>559,5</u>

Élément 04 – Planification et services aux citoyens

Objectif

Le rôle de cette direction générale est de planifier et d'intégrer toutes les actions d'ensemble du Ministère en lien avec les services aux citoyennes et aux citoyens. Le budget de dépenses est prévu pour le financement de la Direction des communications, du Bureau des renseignements et plaintes, du Bureau de la planification et de la coordination ministérielle, de la Direction du service de révision et de la Direction des affaires canadiennes et internationales.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2002-2003 (K\$)	Budget comparatif 2001-2002 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2001-2002 (K\$)
Total	21 355,0	20 854,3	500,7	20 713,6

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	201	201	0

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 500,7 K\$ entre le budget de dépenses 2002-2003 et le budget comparatif 2001-2002 s'explique par le facteur suivant :

	K\$
- Indexations salariales consenties par le gouvernement	230,6
- Report de crédits périmés en 2001-2002	350,0
- Réaménagement entre programmes et éléments de programmes	(21,1)
	<hr/> 559,5 <hr/>